

Nouvelles locales du mardi 14 octobre 2014

@rib News, 14/10/2014 ĩ Politique - MalgrÃ© les contestations, les membres des CEPI ont prÃ©senti ce mardi devant le prÃ©sident de la CENI. Ils tenaient Ã la main le drapeau national et celui de lâ€™UnitÃ© nationale sauf les reprÃ©sentants de lâ€™Eglise catholique qui ont fait savoir quâ€™ils ont dÃ©jÃ prÃ©senti le serment lors de leur ordination. Le prÃ©sident de la CENI leur a demandÃ© de respecter le serment quâ€™ils viennent de rÃ©citer. Pierre Claver Ndayicariye leur a aussi demandÃ© de respecter la loi en gÃ©nÃ©ral et la loi Ã©lectorale en particulier qui est leur principal champ dâ€™action. Il a aussi annoncÃ© que les listes provisoires des membres des Commissions Electorales Communales IndÃ©pendantes (CECI) seront connues le 20 octobre et que les listes dÃ©finitives le seront le 4 novembre pour que leur prestation de serment ait lieu le 5 novembre de cette mÃªme annÃ©e. Il a aussi ajoutÃ© que les opÃ©rations dâ€™enregistrement des Ã©lecteurs vont commencer le 24 novembre de cette mÃªme annÃ©e. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha] - Le parti MSD vient de dÃ©cider de se retirer des Commissions Electorales Provinciales IndÃ©pendantes (CEPI) comme elles viennent dâ€™Ãªtre mises en place par la CENI. Selon le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de ce parti, ils ne comprennent pas pourquoi lors de la correction des erreurs constatÃ©es dans ces commissions, correction demandÃ©e par les observateurs, la CENI a dÃ©cidÃ© de remplacer deux femmes membres de ce parti et de lâ€™ethnie Hutu dans les provinces de Gitega et Ngozi et de les remplacer par des Tutsi. MaÃªtre FranÃ§ois Nyamoya dit que ce parti ne comprend pas que la CENI se soit trompÃ©e sur lâ€™ethnie de ces femmes comme elle le fait savoir. Il trouve que cela est inconcevable alors que leur appartenance ethnique figurait sur leurs identifications respectives. Il trouve plutÃ´t quâ€™il sâ€™agit dâ€™une maniÃ¨re dâ€™obliteration de processus Ã©lectoral qui nâ€™est quâ€™Ã ses dÃ©buts. Il affirme donc que ce parti ne veut pas cautionner les erreurs de ce commission puis que ces erreurs peuvent avoir dâ€™autres incidences sur tout le processus. Il ajoute Ã©galement que ce retrait nâ€™aura pas dâ€™incidence sur le processus puisquâ€™ils nâ€™Ã©taient reprÃ©sentÃ©s que dans 5 provinces seulement. Il va continuer Ã prÃ©parer les Ã©lections puis quâ€™ils vont y participer malgrÃ© tout. Il demande Ã la commission internationale de suivre de prÃ©s la prÃ©paration de ces Ã©lections qui est dÃ©jÃ mise Ã mal par le comportement penchant des membres de la CENI. [rtr/rtnb/isanganiro/bonesha/rpa] - Les organisations de la sociÃ©tÃ© civile et les partis politiques dans la province de Gitega continuent de grogner malgrÃ© la rÃ©vision de la liste des membres de la CEPI dans cette province. En effet, les organisations de la sociÃ©tÃ© civile trouvent que la CENI nâ€™a rien fait dans le sens de corriger les erreurs constatÃ©es sur cette liste Ã part quâ€™elle a remplacÃ© une femme Hutu par une autre Tusti alors mÃªme que personne nâ€™avait demandÃ© cela. Les partis politiques de leur part constatent que les partis politiques non prÃ©sents dans cette province et qui nâ€™ont aucune permanence dans toutes les communes de cette province sont reprÃ©sentÃ©s parmi les membres de cette commission provinciale. [rpa/bonesha] ĩ SÃ©curitÃ© - Le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique du Burundi a affirmÃ© que les corps sans vie qui ont Ã©tÃ© retrouvÃ©s flottant sur le lac Rweru depuis le mois de juillet de cette annÃ©e sont tous venus du Rwanda via la riviÃ¨re Kagera. Lors dâ€™une confÃ©rence de presse animÃ©e Ã ce sujet le matin de mardi, Valentin Bagorikunda a tenu Ã prÃ©ciser que les enquÃªtes quâ€™ils ont effectuÃ©es ont rimÃ© avec ce que les militaires nationaux quâ€™internationaux, les organisations de dÃ©fense des droits de lâ€™homme, les pÃªcheurs et les agriculteurs tant burundais que rwandais ont tous affirmÃ©. Pourtant, il reste une question de savoir lâ€™identitÃ© de ces victimes. Il trouve quâ€™il ne sâ€™agit pas dâ€™une simple question du moment que le Burundi ne dispose pas de moyens techniques pour y arriver. Il demande lâ€™intervention de la communautÃ© internationale pour que ces victimes soient identifiÃ©es. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha] - Trois personnes ont Ã©tÃ© blessÃ©es lors dâ€™une explosion dâ€™une grenade dans le secteur de Nyabagere de la commune urbaine de Gihosha la nuit de ce lundi Ã mardi. Selon les informations recueillies au prÃ©s des personnes qui Ã©taient sur le lieu du crime, il Ã©tait vers 21h quand un certain Patrick, un dÃ©mobilisÃ© et conducteur de taxi moto est passÃ© dans le bar Cako ni Cangu de ce mÃªme quartier et a commencÃ© Ã se chamailler avec les personnes qui Ã©taient lÃ et une de ces derniÃ¨res lui a donnÃ© une gifle. Il nâ€™a pas bronchÃ© mais est parti Ã la maison et Ã son retour a dÃ©goupillÃ© cette grenade qui, lors de son explosion, a blessÃ© les trois personnes dont celle qui lâ€™avait giflÃ©. Le propriÃ©taire de ce bar ajoute que les blessÃ©s ne sont pas dans un Ã©tat grave et que le coupable a Ã©tÃ© recherchÃ© et immÃ©diatement quâ€™il sâ€™est rendu Ã la police de ce mÃªme quartier. Cimpaye Bernard demande que ce quartier soit Ã©clairÃ©. PrÃ©cisons que ce Patrick est pour le moment incarcÃ©rÃ© au cachot de la police de Gihosha. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha] - Un membre du parti FNL fidÃ¨le Ã Rwaswa Agathon a Ã©tÃ© tuÃ© la nuit de ce lundi Ã mardi dans le secteur Mushasha de la zone Gatumba en commune Mutimbuzi de la province de Bujumbura. Selon Rwaswa Agathon, il a Ã©tÃ© appelÃ© par tÃ©lÃ©phone par des individus qui lâ€™ont abattu alors quâ€™il Ã©tait Ã trois mÃªtres dâ€™un lieu que les assassins ont affirmÃ© quâ€™ils viennent de tuer lâ€™un de ceux qui doivent Ãªtre tuÃ©s, pour dire quâ€™il sâ€™agit dâ€™un individu visant Ã Ã©liminer certaines personnes. Selon lui, il est dÃ©plorabile que des personnes soient tuÃ©es au moment oÃ¹ le gouvernement affirme sans cesse que la sÃ©curitÃ© est bonne. Il trouve que cet assassinat a un caractÃ¨re politique et prÃ©cise quâ€™il sâ€™agit dâ€™une procÃ©dure qui vise Ã leur empÃªcher de participer aux Ã©lections de 2015. Mais, il attend de participer dans ces Ã©lections quâ€™il neige ou quâ€™il vente et ajoute quâ€™ils ont optÃ© pour une compÃ©tition pacifique musculaire. Il demande Ã la justice burundaise de faire son travail et de ne pas engager des enquÃªtes qui nâ€™aboutissent pas comme cela est souvent remarquable. [rpa/isanganiro/bonesha] ĩ Justice - Le directeur de la Radio Publique Africaine (RPA) a comparu ce mardi devant le Conseil National de la Communication (CNC) pour rÃ©pondre aux plaintes dâ€™opposÃ©es par le gouverneur de la province de Bubanza de mÃªme que le parti CNDD-FDD concernant une information sur lâ€™attaque du 7 octobre de cette annÃ©e sur une position militaire de la RÃ©serve naturelle de Rukoko. Selon son avocat, la RPA nâ€™a fait aucune faute puis que la loi et toutes les rÃ©gles en matiÃ¨re dÃ©ontologie ont Ã©tÃ© respectÃ©es. Il se dit aussi confiant quant Ã la suite de cette affaire puis que le climat Ã©tait dÃ©tendu lors de lâ€™audience et affirme quâ€™ils ont essayÃ© de dÃ©montrer quâ€™il nâ€™y a eu aucune violation de la loi et de la dÃ©ontologie de la presse lors de la diffusion de lâ€™information. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa]